

# cérisées

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 297 – VENDREDI 9 SEPTEMBRE 2016

## PÂQUERETTE "MORT-DE-RIRE"

"C'est pas facile l'élection :  
faut respecter les citoyens."  
L'auditoire de Hollande a bien ri.  
Nous aussi.

## AGENDA MILITANT

### → 9-11 septembre

La Courneuve [Ensemble ! à la Fête de l'Huma](#)  
[Les Cahiers d'Histoire à la Fête](#)

### → 15 septembre

Paris [Une mauvaise Loi à abattre](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

### → Travail Salarial

[Reprise - Autour de la loi Travail](#),

Gilles Boitte

[Possibilité d'un évènement](#),

Jean-Claude Mamet

[Continuer le combat avec le Réseau Salarial](#)

### → Libertés

[Laïcité galvaudée et racisme](#),

Stéphane Lavignotte, Edwy Plenel

### → Alternative

[Gauche : explosion ou reconstruction ?](#)

Roger Martelli

### → Culture

[A Bamako : naissance d'un théâtre de la conversation](#), Jean-Louis Sagot-Duvauroux

## Agir ensemble et faire la fête

Nous vivons un temps d'apprentis-sorciers. Entre les vrais et dramatiques attentats et les plus folles rumeurs, l'amalgame entre musulmans et terroristes est reparti de plus belle, instrumenté pour diviser durablement. Qu'on y prenne garde : le statut de "franco-musulman" n'est pas loin, qui fait citoyen de seconde zone celui qui se soumet, bannit celui qui se révolte, et condamne celui qui manifeste sa solidarité. Tout cela sous couvert d'un "vivre-ensemble" de pacotille, fait de maximes morales : tolérance d'un côté, discrétion de l'autre ! La liberté est alors opposée aux libertés, l'égalité supposerait l'uniformité, la fraternité serait conditionnelle.

La seule question qui vaille est la suivante : saurons-nous y opposer un "agir-ensemble" qui dépasse les *a priori* et les ressentiments ?

Pour agir ensemble, il n'est pas nécessaire d'être d'accord sur tout ; il faut simplement avoir su définir des objectifs communs. De la loi "Travail !" à la défense des licenciés d'Air France, des charges locatives trop lourdes aux fermetures de classes, de la solidarité avec les migrants aux luttes contre les inégalités territoriales, de la défense des ZAD au droit à la culture pour tous, il ne manque pas de raison de faire revenir le peuple et la vraie vie dans l'arène politique !

On ne demande pas un certificat de conformité à celui qui vient pétitionner, occuper ou manifester. En revanche, l'action permet à tous ceux qui en sont partie prenante, de dépasser leurs préventions, leurs suspicions, leurs défiances. Il se découvre alors, et toujours, que ce que nous avons à partager est bien plus grand que nous pouvions l'imaginer. Alors, lutter ensemble conduit à rire ensemble et faire la fête car c'est lorsqu'elle est en mouvement que l'humanité redevient belle.

● Gilles Boitte



# Face au piège identitaire, la question sociale et démocratique

**Face aux surenchères sécuritaires et xénophobes du gouvernement, du Parti socialiste et de la droite, l'urgence est de relancer la question sociale et démocratique afin d'ouvrir le champ d'une alternative.**

**R**appel des épisodes précédents. Le premier semestre a été marqué par la puissante mobilisation contre la loi El Khomri<sup>1</sup>. Journées de grève et manifestations unitaires se sont succédé à un rythme inédit depuis longtemps. Le mouvement a été largement et durablement soutenu par l'opinion publique. Des formes dures de conflictualité sociale ont fait irruption : blocages d'établissements scolaires et de raffineries, occupations... L'unité syndicale a montré des convergences nouvelles, et dans la durée. Cette période revigorante pour ceux qui ne se résignent pas à la dilapidation des droits sociaux a aussi été marquée par la naissance, à côté de la mobilisation syndicale, d'un OVNI politique : le mouvement Nuits Debout.

Pendant des mois, à Paris puis dans des dizaines de communes, des milliers de citoyens se sont appropriés des places

**La question sociale entre parenthèses du fait des congés, la droite, le gouvernement et une partie du PS ont déployé leur zèle sécuritaire. Voilà de quoi masquer leurs incapacités à agir face au monde tel qu'il va... mal.**

publiques pour débattre, inventant de nouvelles pratiques d'échanges tout en abordant mille sujets de transformation de l'ordre social. La dynamique a duré beaucoup plus longtemps que ses

initiateurs ne l'avaient d'abord envisagé, et si elle s'est interrompue durant les deux mois de trêve estivale, un redémarrage s'amorce depuis quelques jours. Au total, la question sociale a occupé, ces mois-ci, une place de choix dans le paysage politique et médiatique, démentant une nouvelle fois les pronostics des pessimistes professionnels.

## **Chaos de la guerre, terrorisme**

Le premier semestre a été aussi marqué, cette fois au plan mondial, par le conflit en Syrie et ses répercussions. C'est un imbroglio qui se complexifie de mois en mois, où de multiples enjeux géopolitiques s'entrecroisent, sur fond d'alliances incertaines, contradictoires et évolutives. Ce sont pour nous les images du chaos des bombardements de civils et, face au drame et aux grandes puissances qui dominent le jeu diplomatique, l'impuissance évidente de l'ONU. C'est l'enfoncement de la Turquie dans la politique mortifère du ●●●

<sup>1</sup>. Lire, sur l'analyse du mouvement la contribution de Jean-Claude Mamet, ici : <http://syndicollectif.fr/premieres-reflexions-bilan-sur-le-mouvement-contre-la-loi-travail/>

●●● pseudo-sultan Erdogan : complicité avec l'État islamique et Damas pour tenter d'écraser les Kurdes. C'est le drame insupportable des migrants, et une Union européenne incapable d'organiser une réponse solidaire, à savoir une politique combinant une recherche active de la paix, la mise hors d'état de nuire des organisations terroristes, l'accueil et l'accompagnement des réfugiés. Au lieu de cela, la plus grande part des pays de l'Union construisent des murs de barbelés, à quelques rares exceptions près (dont celle, notable, de l'Allemagne) : les nations qui disent être solidaires - comme la France - se complaisent à faire

semblant. Les mêmes qui s'étaient engagés à guerroyer contre la finance font aujourd'hui la guerre aux réfugiés.

Ainsi, ce chaos guerrier et humanitaire ne peut qu'aboutir à de nouveaux drames. On sous-estime beaucoup, ici, le ressenti de nombreux citoyens face aux images de l'insupportable calvaire des Syriens, et les raisonnements irrationnels ou simplistes qui en découlent : si les grands de ce monde laissent commettre tant de massacres, et en sont en fait les complices, ne faut-il pas que le conflit soit importé dans les pays riches ? n'est-ce pas justice que les peuples des pays riches

payent aussi le prix des drames que leurs gouvernants cautionnent ailleurs ? C'est ainsi que les logiques mortifères prolifèrent dans les têtes...

Et voilà que la période des congés débute par la reprise des crimes terroristes, après un faux répit (en fait, tout au long du premier semestre, des attaques ont été tentées ou déjouées). Le 13 juin, c'est l'assassinat à l'arme blanche d'un commandant de police et sa compagne à Magnanville. Le 14 juillet, c'est le massacre de Nice : 86 morts et 484 blessés. Le 26 juillet, le père Hammel est égorgé alors qu'il donne une messe dans l'église de Saint-Etienne-du Rouvray. À chaque fois, il y a un faux débat sur la qualification de terrorisme, et la rhétorique de la surenchère occupe tout l'espace, non tellement parce qu'elle serait convaincante mais parce que le système médiatique dominant fait corps avec les simplismes déraisonnables. Peu importe aux politiques que Daesh cherche précisément à générer une ambiance de peur, politiques et grands médias la confortent pour l'instrumentaliser. Ainsi, une ambiance lourde s'installe : la violence semble possible à tout moment, partout, visant n'importe qui, et face à elle, en miroir inversé, nous avons non pas une puissance publique rassurante à même de nous protéger, mais des États en difficulté et l'impuissante surenchère répressive.

### Marine Le Pen et le Front national en embuscade

On aura remarqué que la cheffe du Front national ne s'est pas spécialement fait remarquer, ces derniers mois, par des surenchères sécuritaires et xénophobes. Comme si elle savait que le climat actuel sert mécaniquement ses intérêts, ce qui la conduit à ouvrir de nouveaux fronts. Parmi les chantiers qu'elle tente d'ouvrir : la recherche d'une percée dans les banlieues qui, depuis des années, lui ont plutôt tourné le dos alors qu'elles avaient offertes au FN de Jean-Marie Le Pen ses scores records jusque dans les années 2000.

Une initiative est en cours de préparation, le lancement d'une émission sur le Net organisée par le collectif Banlieues patriotes (lancé il y a quelques mois), "Mon quartier la France". L'objectif est de contourner la difficulté du FN à être présent physiquement sur le terrain, tout en s'adressant en particulier aux jeunes. En jeu notamment, le vote des populations "issues de l'immigration", récupération qui nécessite le dépassement du discours raciste visant uniformément les habitants des quartiers populaires, pour capter l'électorat exaspéré par les difficultés socio-économiques et par les problèmes de sécurité. L'ascension du FN dans les banlieues n'a cependant rien d'irrésistible : entre la caution qu'il apporte aux politiques économiques libérales, son désintérêt pour la question sociale, sa participation au concert islamophobe et son incapacité à parler positivement des quartiers populaires, le parti a de quoi... mariner un moment.

● G.A.

### Instrumentation de la peur

Du côté politique, après Nice, au lieu de réactions dignes et courageuses, nous avons dû subir les vaines polémiques politiciennes sur l'insuffisance ou non de la présence policière et sur la possibilité ou non de faire face efficacement ●●●

●●● à la menace. Il faut croire que les centaines de caméras de surveillance de Monsieur Estrosi ne suffisent pas, alors pourquoi pas des milliers. Notons cependant que douze jours après Nice, lors de l'assassinat du père Hammel, les réactions furent différentes grâce en particulier à celle de l'Église catholique. On souligna que Saint-Etienne-du-Rouvray est une commune où, de longue date, les chrétiens et les musulmans vivent en harmonie et le maire communiste de la ville, Hubert Wulfranc, souligna : « *Nous nous assignons ensemble le devoir de fraternité* ». La parole des représentants catholiques fut remarquable, coupant momentanément l'herbe sous les pieds des islamophobes et des partisans de toutes les surenchères sécuritaires.

Cependant, alors que la question sociale était alors entre parenthèses, du fait des congés, la droite, le gouvernement et une partie du PS ont déployé leur zèle sécuritaire. Voilà de quoi masquer leurs incapacités à agir face au monde tel qu'il va... mal. Voilà de quoi les dédouaner de décennies de politiques internationales irresponsables. Manuel Valls, par exemple, mit sur le tapis la question du financement de la construction des mosquées en France, sans interroger les contrats commerciaux mirobolants signés par le gouvernement avec l'Arabie saoudite et le Qatar, c'est-à-dire avec les deux États qui portent aujourd'hui les conceptions de l'Islam les plus rétrogrades et qui ont soutenu (faut-il parler au passé ?), directement ou indirectement, Daesh. Et les candidats à la primaire de droite de surenchérir entre eux : la France est le pays où l'on propose d'ouvrir des Guantánamo, le pays des droits de l'homme où des hommes politiques de premier plan envisage l'incarcération de personnes

sur des soupçons... Voilà qu'une large et composite majorité des dirigeants politiques assument explicitement la nécessité d'un recul de l'État de droit, tout en prétendant hypocritement s'y référer (Alain Juppé par exemple). Prenons date, car ces tournants que nous vivons risquent d'avoir des conséquences majeures sur l'avenir du pays.

**Nous devons parler  
des causes, déconstruire  
les fantasmes  
et construire  
des raisonnements.  
C'est pourquoi, face à  
l'actualité immédiate,  
la gauche d'alternative  
est appelée à creuser  
son propre sillon, portant  
une autre logique.**

Dernier acte des congés, si l'on peut dire, ou premier acte de la rentrée, la polémique misérable sur le burkini. On aurait voulu maintenir le curseur de la vie politique du côté sécuritaire, ou empêcher que la rentrée fût marquée par un retour de la question sociale, qu'on ne s'y serait pas pris autrement. La présence de quelques femmes en maillot intégral sur des plages allait devenir le prétexte à des arrêtés d'interdiction de maires (souvent de droite, parfois PS), puis à une nouvelle surenchère de l'État et des chefs de l'opposition (pas tous). Pendant ce temps, les enquêtes d'opinion montrent que près de deux tiers des citoyens indiquent être davantage

préoccupés par les questions économiques et sociales que par les questions d'identités et de sécurité.

#### **Question identitaire, xénophobie, islamophobie**

Le fait est tout simple : beaucoup d'élus de droite et du PS sont convaincus, comme Manuel Valls selon *Le Monde*, que l'élection présidentielle se jouera sur les questions de l'identité. Ou plutôt, ils le souhaitent ardemment. Le calcul est limpide : tous sont en échec sur le terrain économique et social ; ils sont incapables de proposer des projets politiques susceptibles de fédérer ; ils sont démunis face au terrorisme ; ils sont entièrement pris dans l'étau de l'austérité et du néolibéralisme, qu'ils ont choisi ; ils n'ont rien à proposer pour l'avenir de l'Union européenne, à partir du moment où ils refusent obstinément de remettre en cause les dogmes libéraux. Pour eux, jouer une musique capable de « réunir les Français », c'est jouer une musique de peur, de xénophobie, parce que c'est elle qui aurait la force nécessaire pour ferrer le poisson-électeur. Et c'est mobiliser le mythe d'une société qui n'existe pas : une société française composée de Blancs, catholiques, hétérosexuels, de familles comptant deux enfants, un poisson rouge, un chat ou un chien. Évidemment, pendant ce temps, Marine Le Pen peut se frotter les mains d'avoir gagné idéologiquement - elle peut même parler de « l'apaisement par l'autorité » (histoire de récupérer aussi ceux qui, tout de même, ne se retrouvent pas dans l'actuelle chienlit sécuritaire) -, avant, espère-t-elle, de gagner électoralement.

L'instrumentalisation sécuritaire vient du sommet de la République et des principaux partis. On l'a vu avec les ●●●

●●● postures politiques après la décision du Conseil d'État de suspendre l'arrêté pris par la municipalité de Villeneuve Loubet. Le Premier ministre a affirmé que la décision du Conseil d'État « *n'épuise pas le sujet* » et plusieurs candidats de droite à l'élection présidentielle ont estimé qu'il faudrait donc voter une loi, quitte, si nécessaire, à modifier la Constitution (modifier la loi pour quelques maillots de bain, il faut être Sarkozy pour l'envisager). Résultats de cette séquence : le racisme anti-arabe s'exprime de plus en plus ouvertement et l'Islam devient la catégorie-repoussoir dont les croyants doivent être surveillés (aujourd'hui boucs émissaires, persécutés demain ?). Bien sûr, il y a des réactions, et il n'est pas dit que l'opinion s'aligne globalement sur les positions xénophobes... mais force est de constater que des positions de plus en plus radicales s'affirment de plus en plus ouvertement dans la parole d'État (et de ses prétendants).

Comme l'écrit le sociologue Bouamama, « *C'est par en haut que l'islamophobie contemporaine s'est développée en France à coup de débats et de lois successives désignant les musulmans ou les supposés tels comme problème et comme danger. L'hystérisation du débat est le fait des médias et d'une partie conséquente de la classe politique et non d'une brusque et soudaine épidémie d'islamophobie* »<sup>2</sup>. Une telle situation est rendue possible par le fait

2. Lire "Leçons et conséquences d'un été révélateur : la construction progressive des conditions d'un pogrome".  
<https://bouamamas.wordpress.com/2016/08/31/lecons-et-consequences-dun-ete-revelateur-la-construction-progressive-des-conditions-dun-pogrome/#more-306>

qu'« *il existe dans la société française un héritage culturel islamophobe hérité de l'histoire coloniale française et qui n'a jamais été déconstruit et combattu sérieusement* ».

Dans le genre ignominieux, voici la phrase de Jean-Pierre Chevènement, tout juste nommé président de la Fondation pour l'Islam de France : « *Il y a à Saint-Denis par exemple 135 natio-*

### **Si la question sécuritaire occupe tout l'espace, alors il sera particulièrement difficile d'imposer un véritable débat public sur les politiques économiques, sociales, éducatives, culturelles et écologiques.**

nalités et il y en a une qui a quasiment disparu ». Le sauvageon radical-républicain n'aura même pas le courage d'assumer (ou de reconnaître un dérapage) : il prétextera, en toute hypocrisie, « *je parlais évidemment de la classe ouvrière française* »... nationalité que nous ne connaissions pas ! Au total, on peut craindre, avec Bouamama, que « *ce qui s'est passé cet été n'est rien d'autre que l'effritement de digues idéologiques et politiques à la fascisation. Si l'arrêt du Conseil d'État invalidant les arrêtés est une bonne nouvelle, il n'est pas le remède à la maladie de la société française que révèlent les symptômes de cet été* ».

### **Imposer la question sociale**

La gauche d'alternative, une partie du PS et peu de dirigeants de droite ont pris des positions fermement opposées à la stigmatisation des musulmans et à la surenchère répressive. Le PCF, par exemple, s'est fortement exprimé, par la voix de son porte-parole, Olivier Dartigolle : « *Est-ce qu'il y a en France un problème de burkini ? Non. Le Premier ministre va sur un terrain glissant. (...) Il ne faut pas faire le jeu des terroristes. C'est un climat pourri, l'air est vicié* ». Et de dénoncer l'objectif de Valls : éviter un débat sur le fiasco du quinquennat. Les associations comme le MRAP ou la LDH sont évidemment montées au créneau, de même que des personnalités. Mais, jusqu'à présent, l'absence de manifestations permettant de faire émerger une expression citoyenne laisse les protestations dans un champ essentiellement symbolique.

La question n'est pas de nier la question sécuritaire. À ce propos, si la gauche apparaît toujours en difficulté, ce n'est pas parce qu'elle serait mal à l'aise avec la répression du terrorisme, mais du fait de la difficulté à affronter les discours sécuritaires et xénophobes : ceux-là ne s'embarassent pas de raison et d'analyse, ils font appel aux réactions primaires, usant sans vergogne de la peur ; or, nous devons pour notre part parler des causes, essayer de comprendre, déconstruire les fantasmes et construire des raisonnements. C'est pourquoi, face à l'actualité immédiate, la gauche d'alternative est appelée à creuser son propre sillon, portant une autre logique.

Venons-en aux scrutins de 2017, qui surdéterminent déjà l'agenda politique. Disons en premier lieu, en forme ●●●



●●● de lapalissade, que si la question sécuritaire occupe tout l'espace, il sera particulièrement difficile d'imposer un véritable débat public sur les politiques économiques, sociales, éducatives, culturelles et écologiques. La relance du mouvement contre la loi El Khomri, et, surtout, l'affirmation dans l'espace public du besoin d'une alternative sociale, écologique et démocratique sont décisives, permettant de rompre le consensus PS-Droite-FN sur l'essentiel des politiques. Inversement, parvenir à imposer la question sociale au cœur des débats des prochains mois ouvrirait un espace politique considérable. On a d'ailleurs vu que le Front national a été quasi contraint au silence pendant le mouvement du premier semestre. La poursuite des luttes sectorielles, notamment écologiques, et leurs convergences, sont de puissants enjeux, de même que l'ouverture de nouveaux fronts de mobilisation, qui peuvent contribuer à déterminer le champ politique, c'est-à-dire les terrains d'affrontement avec les adversaires de l'émancipation.

#### **Affronter la surenchère sécuritaire**

En deuxième lieu, il faut avoir le courage d'affronter la surenchère sécuritaire. Si l'on pense qu'en ces temps de menace terroriste renforcée, elle risque de tout importer, alors il faut articuler un discours sur ces sujets. C'est l'exigence d'une politique étrangère différente : au service de la paix, rompant avec les surenchères guerrières, contestant les contrats commerciaux avec les pays qui financent Daesh (sujets sur lesquels nous pouvons être en position de force) ou encore défendant l'accueil des réfugiés. C'est aussi assumer l'ouverture d'un

débat sur la laïcité, pour y défendre une laïcité ouverte, respectueuse de toutes les croyances et de leurs expressions, tout en s'opposant à tous les racismes et à l'islamophobie. C'est la nécessité de moyens renforcés pour la prévention et l'éducation, pour une police de proximité et pour le renseignement, pour une

**La question de la transformation des institutions et de la refondation de la démocratie est un champ où la gauche d'alternative peut maintenant être en position de force.**

**La critique de la démocratie représentative et du régime des partis trouve un puissant écho dans la société.**

justice de qualité... toutes priorités qui sont aujourd'hui, en réalité, complètement minorées (le gouvernement multiplie des effets d'annonces alors que ses politiques de restriction restent les mêmes). Soulignons que ces exigences contredisent de front la logique de diminution des services publics : nous avons là un champ sensible dans l'opinion publique, mais que nous laissons sous-vesti. Raccorder les enjeux sociétaux et

la question sociale au sens large est une manière d'ouvrir de nouveaux horizons (en prolongeant la critique radicale de l'austérité, qui mérite elle-même de revenir sur le devant de la scène).

En troisième lieu, la question de la transformation des institutions et de la refondation de la démocratie est aussi un champ où la gauche d'alternative peut maintenant être en position de force. En effet, la critique de la démocratie représentative et du régime des partis trouve un puissant écho dans la société ; l'exigence du dépassement des formes actuelles de la démocratie, pour donner davantage de pouvoir à la société rencontre des aspirations profondes à maîtriser sa vie ; l'exigence d'une VI<sup>e</sup> République incarne déjà l'exigence d'une nouvelle ère démocratique, sur un registre positif.

Au total, là où jusqu'à présent le curseur de la vie politique oscille entre la question sociale et la question sécuritaire (avec son corollaire la diabolisation de l'Islam), marier la question sociale et la question démocratique pourrait ouvrir des horizons nouveaux en contribuant à faire germer, dans la rue et dans les urnes, des aspirations déjà présentes. Encore faudrait-il que les forces et les citoyens disponibles pour cela se retrouvent en confiance dans des espaces politiques communs.



● Gilles Alfonsi

# Dépasser l'horizon

**S**ommes-nous sûrs d'avoir tout dit sur le capitalisme et d'en avoir tiré tous les enseignements ?

On a, à juste titre, beaucoup dit sur la financiarisation du capital. Mais mesure-t-on ce que cela recouvre ? La BCE prête aux banques au taux de 4 % et les banques aux États à des taux supérieurs... et l'on invoque ensuite les déficits publics ! La dette du secteur privé ne cesse de croître de manière exponentielle et les banques prêtent désormais aux trusts à taux négatif. Pour éviter que le système explose les banques centrales rachètent les obligations et émettent de la monnaie. En 2016, la BCE a déjà produit 80 millions d'euros par mois. 10 000 Milliards de dollars ont été injectés sur la planète pour compenser ces prêts. D'où cette interrogation dans les milieux du capital :

cela peut-il durer encore longtemps ? La toute récente réunion des banques centrales à Jackson Hall, le G20 en Chine ont constaté que l'austérité entraînait une surproduction et un accroissement des dettes. Ces réunions se sont interrogées sur les conditions qui permettraient un retour à davantage d'investissements. Mais les contradictions entre les intérêts du capital et les exigences du travail, tant du point de vue financier que du recours à une certaine autonomie des individus afin qu'ils soient en situation de faire face aux nouvelles conditions du travail, sont arrivées à leur paroxysme. Le capital a besoin de détruire l'ordre ancien et de trouver une nouvelle organisation de la société pour alourdir sa domination. Ce n'est qu'à ce prix qu'il peut s'adapter. Il ne s'agit pas pour lui d'une solution mais de LA solution. C'est le sens de la loi Travail. D'où l'inanité du recours à des constructions politiques anciennes qui dissocient mesures urgentes de la structure de la société et s'échouent sur "le moindre mal".

Nous devons affronter les échecs récents : Syriza, la déception rencontrée par *Podemos*, le Brésil, la Bolivie, le Venezuela. Pour les mêmes raisons que la social-démocratie est devenue sociale-libérale, il n'y a plus d'espace possible pour un compromis de type keynésien qui permette de répondre aux enjeux actuels. Il ne reste qu'à s'en prendre frontalement à l'existence du capital. Or dans chacun des cas qui avaient suscité ces espoirs, le souci de réalisme a conduit à chercher un compromis et à ne pas oser franchir le pas décisif. *Syriza* est passée de 8 à 28 % des suffrages en ayant dans son programme la nationalisation des banques. Ces 28 % atteints, la formation a cru être plus rassembleuse en retirant cet objectif de son programme. Autant dire qu'elle se liait les mains.

**Ouvrir un processus démocratique ne se confond pas avec du "c'est déjà ça" mais appelle à inscrire chaque objectif et la méthode au-delà de l'horizon politique actuel.**

Que veut dire franchir le pas ? Quelle part de pouvoirs réels ont les M et Mme Tout-le-monde sur l'économie et sur toute décision collective ? Comment repenser de fond en comble les questions autour du travail et non plus à partir de la vision traditionnelle du travailleur subordonné ? N'est-il pas urgent que la notion de richesse ne soit plus assimilée à la marchandise mais à la valeur d'usage ? L'engagement de chacun, le passage du social au politique sont-ils compatibles avec l'appel à se rallier à un leader qui incarnerait des millions d'individus ? Ouvrir un processus démocratique ne se confond pas avec du "c'est déjà ça" mais appelle à inscrire chaque objectif et la méthode au-delà de l'horizon politique actuel. La grande leçon des Nuit Debout est que sortir de la normalité n'enferme pas obligatoirement dans la marginalité et peut être le moyen de se rendre audibles.

● Pierre Zarka



## Georges Séguy, l'œuvre inachevée



1975, avec les ouvrières en lutte de G.andin, Montreuil.

**Roger Martelli revient sur les parcours entremêlés de Georges Séguy, décédé le 13 août à l'âge de 89 ans, et du mouvement ouvrier et syndical.**

**É**tonnant parcours que celui de cet homme, dont on peut se dire que ce fut un honneur que de l'avoir croisé.

La France le découvre au printemps de 1968. Georges Séguy et "Dany" Cohn-Bendit, l'étudiant libertaire et le syndicaliste communiste. Deux gabarits proches, deux cultures opposées, deux icônes antithétiques d'un fascinant mois de mai.

Ce n'est que quelques mois auparavant que Séguy a été désigné au poste de secrétaire général de la CGT, pour remplacer la figure historique de l'organisation, Benoît Frachon, l'homme des accords Matignon de 1936, l'un des pivots de la Résistance ouvrière et communiste. L'image du cheminot méridional et rubicond succède à l'ouvrier métallurgique tirant placidement sur sa pipe.

Quand il prend les rênes de l'organisation syndicale, il a tout juste quarante ans et un passé militant déjà bien chargé. Comme Henri Krasucki, qui aurait pu lui aussi succéder au vieux leader, il a participé à la Résistance, a été arrêté et déporté. Comme lui, il fait partie de la direction du PCF. En ce temps-là, la CGT participe de fait à l'activité de cette extraordinaire galaxie communiste qui, à l'instar de la social-démocratie de

l'Europe du nord-ouest, associe sous magistère du PC des syndicalistes, des militants associatifs et une pléiade d'élus représentatifs d'un "communisme municipal" original. C'est alors le temps du mouvement ouvrier expansif et d'un salariat dominé par les secteurs ouvriers de l'industrie concentrée.

Ce n'est donc pas un hasard si le personnage de Georges Séguy s'impose spectaculairement dans le fracas des grèves exceptionnelles de mai-juin 1968 (entre 7 et 10 millions de grévistes). Le mouvement de ce printemps est en effet marqué par sa dualité. D'un côté, il constitue l'apogée du mouvement ouvrier classique, dopé par la croissance du salariat que porta la seconde révolution industrielle. Quand Renault éternue, la France s'enrhume, a-t-on l'habitude d'affirmer... Mais cet apogée est aussi le signal que l'on entre dans une autre époque, plus urbaine, moins ouvrière – mais pas moins populaire – et où les rapports de l'individu au collectif et au travail sont en train de se recomposer.

En bref, le mouvement social critique ne perd pas de son mordant. La grève retrouve son allant dans les années 1960 : près de 13 millions de grévistes au total entre 1961 et 1967, contre un peu moins de 7 millions dans toute la

décennie 1950. Mais la forme historique dominante du mouvement ouvrier, dont la CGT est alors l'expression syndicale la plus forte, court le risque de ne plus être aussi attractive que par le passé. Aux élections professionnelles (délégués aux CE), la CGT recueille encore près de 51 % tous collèges confondus en 1966, mais seulement 41 % en 1969.

Georges Séguy, comme de nombreux responsables syndicaux, est conscient de ces contradictions et des effets perturbants qu'elles peuvent avoir dans la CGT. Il s'appuie sur le regain de syndicalisation post-1968 (300 000 adhésions nouvelles entre 1968 et 1972) pour renouveler et rajeunir l'encadrement, pour élargir le poids des non-communistes dans les instances de direction et pour diversifier les thématiques syndicales, par exemple du côté des revendications féministes. Mais ses efforts sont contredits par d'autres évolutions, plus redoutables, les premiers effets de la crise, la poussée du chômage, les débuts du reflux industriel. À quoi s'ajoutent les déboires de l'union de la gauche et les prémices du "recentrage" de la CFDT, avec laquelle la CGT avait pourtant signé un accord d'unité d'action en janvier 1966. Séguy a senti que la tutelle communiste est en train de jouer contre ●●●



●●● la dynamique syndicale. Plus généralement, le poids du syndicalisme d'Europe de l'Est devient un fardeau pour l'organisation internationale à laquelle la CGT est affiliée, la Fédération syndicale mondiale (FSM). Dans l'esprit général de "l'euro-communisme", les relations se tendent entre CGT et FSM en 1977. Or le point culminant de *l'aggiornamento* syndical, le congrès de Grenoble de novembre-décembre 1978, coïncide tout à la fois avec le regain de la "guerre fraîche" entre les deux Grands et avec la phase de repli communiste qui suit la rupture française de l'union de la gauche.

Dès lors, tout effort de mise à jour apparaît volontiers comme une capitulation devant "l'ennemi de classe". Dans une phase générale de rétraction, la tentative d'adaptation syndicale patine et suscite des critiques de plus en plus fortes... et de plus en plus relayées au sein du PCF. Dès les lendemains de Grenoble, Georges Séguy amorce le mouvement de distance qui débouche sur son départ au congrès de Lille de la CGT (juin 1982). Henri Krauscki, son alter ego des années soixante et qui a alors l'oreille de la direction communiste, prend sa place. Lui aussi, censé restaurer un peu "d'ordre" dans la vieille maison syndicale, comprendra un peu plus tard qu'un syndicat qui ne s'adapte pas est un syndicat qui se nécrose... Mais c'est bien sûr une autre histoire.

En 1982, Georges Séguy a 55 ans. Officiellement, c'est l'âge de la retraite cheminote. Le privilège de l'âge dissimule ainsi l'essoufflement d'une tentative rénovatrice et couvre d'un voile pudique ce qui est une mise à l'écart larvée. Georges Séguy en a souffert, sans nul doute. Il n'a manifesté toutefois aucune amertume. Une fois dégagé de sa fonction de numéro un, il continue de baigner dans le monde syndical cégétiste (il devient le président de son très productif Institut d'histoire sociale) et joue de son prestige militant intact pour conforter les combats qui lui tiennent à cœur, et notamment l'engagement pacifiste au début des années 1980. Cet homme jovial et modeste fut un grand monsieur, une figure haute en couleur du mouvement ouvrier, syndical et communiste. Qui le côtoyait ne pouvait qu'être attiré par lui, par son ironie et par sa détermination. Étoile éphémère d'un mouvement irrémédiablement perturbé, il n'eut que trop peu de temps la place qu'il méritait. Tant pis pour le mouvement lui-même. Mais restent l'image et l'exemple : en ces temps de marasme, ce n'est pas rien.



● Roger Martelli

## S'emparer des pouvoirs d'écrire



« Ainsi couve la colombe,  
ainsi se fomentent les révolutions »

La mise en exergue de ces deux lignes situe clairement la démarche et le projet des 10<sup>es</sup> Rencontres internationales des ateliers d'écriture, qui auront lieu du 20 au 23 octobre à Echirrolles, précédées le 18 d'une journée avec les lycéen-ne-s.

Liant "Création et champ social", les organisateurs – le GFEN, la Manufacture d'écriture, avec le soutien de la Ville d'Echirrolles – entendent nourrir le « *défi du penser – lire – écrire pour tous* » en favorisant le débat sur les enjeux du "Tous capables" : « *En quoi les ateliers d'écriture participent-ils de l'émancipation et de la transformation des personnes ? Du poétique au politique (et réciproquement), quels sont les enjeux d'une mise en partage de l'écriture ?* »

Les ateliers d'écriture sont divers, on connaît peut-être davantage ceux qu'ont animé des auteur-e-s dans le cadre de luttes d'entreprises ou de travail quasi sociologique dans les régions frappées par la désindustrialisation, ou dans les prisons. Ils existent aussi dans la formation, l'insertion, les quartiers dits "difficiles" dont ils contribuent ainsi à faire émerger la richesse et les potentialités.

Et cela en France, mais aussi dans d'autres pays. La rencontre se veut donc nationale et internationale, faisant appel à l'initiative de proposition des futur-e-s participant-e-s.

Plus dans le pré-programme – avec bulletin d'inscription - en ligne sur [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net), rubrique "Culture".

Merci à Yves Béal, co-animateur des Rencontres, d'en avoir informé *Cerises*.

rencontres2016atelierécriture@gmail.com  
GFEN – F.Maïaux - 100, rue de la Mairie, 38690 St-Didier-de-Bizonnes



● Michèle Kiintz

## V comme Venezuela



Une invitation à participer au Treizième festival de poésie de Caracas nous a amenés à nous rendre au Venezuela au début de l'été. L'occasion d'approcher un peu la réalité de ce pays, par delà les clichés et la désinformation dont il fait l'objet. Essayer de comprendre, pour savoir où en est la "révolution bolivarienne" initiée par Chavez, qui, vue d'ici, paraît en grande difficulté. Et peut-être, à travers le cas du Venezuela, comprendre un peu mieux ce qui est en train de se passer dans toute l'Amérique latine. Au cours de la décennie précédente, ce continent a connu un renouveau impressionnant du mouvement progressiste, sous des formes différentes, renouveau qui a suscité des espérances jusqu'en Europe. Mais aujourd'hui, ce mouvement essuie des revers, de l'Argentine à la Bolivie en passant évidemment par le Brésil, avec le coup d'État institutionnel contre Dilma Rousseff.

Le Venezuela, comme beaucoup de pays d'Amérique latine, connaît de violents contrastes sociaux. Caracas fut le symbole d'une modernité qui a changé le visage de la ville dans les années soixante. L'Université centrale en est l'image peut-être la plus marquante, avec la présence à travers le campus des œuvres de Soto, Fernand Léger, Vasarely... On y voit vivre l'utopie des artistes du groupe Espace qui voulaient intégrer l'art dit abstrait à l'environnement urbain le plus concret pour changer le cadre de la vie quotidienne. Mais Caracas, c'est aussi des quartiers populaires sur des collines, où l'eau et l'électricité arrivent difficilement jusqu'aux maisons pauvres et qui évoquent les *favelas*. Dans les rues, peu de mendiants (beaucoup moins qu'à Paris), mais pas mal d'hommes et de femmes contraints à de petits métiers qui vendent ce qu'ils peuvent sur un coin de trottoir.

Ce qui frappe aussi, dès l'abord, c'est la présence sur les murs, à travers de nombreuses inscriptions et fresques, de toute une iconographie nationale et révolutionnaire. Partout cavalcade le cheval de Bolivar. Et bien des bâtiments, des centres sociaux ou culturels, des immeubles d'habitation et même des banques, s'ornent des portraits de Chavez, de Maduro ou

du Che, avec des slogans qui exaltent la révolution et la fierté du peuple vénézuélien. Le nationalisme au Venezuela n'a pas la même coloration qu'ici. Il est fortement anti-yankee et il porte l'héritage de l'idéal républicain de Miranda et du rêve continental et internationaliste de Bolivar. Mais ce nationalisme révolutionnaire suffit-il pour faire face aux problèmes actuels ? Par exemple pour ouvrir la voie à une économie nouvelle ?

La première impression que peut avoir le visiteur européen, accoutumé à l'absence de passion et d'enthousiasme qui caractérise actuellement la vie politique sous nos climats, est qu'il s'agit là d'une propension latino-américaine à la rhétorique, à la phrase révolutionnaire. Sans doute en partie... La façon dont Chavez avait repris l'idée de la V<sup>e</sup> Internationale sans qu'aucune suite réelle n'y soit donnée accrédite ce sentiment. Mais vite, on s'aperçoit que la révolution bolivarienne n'est pas qu'une affaire de discours. Il s'est fait dans ce pays un travail social considérable. Partout, par exemple, on peut voir des *misiones vivienda*, ces cités HLM qui sont sorties de terre pour donner un logement à ceux qui n'en avaient pas. En quelques années, c'est un million de logements qui ont été construits pour les plus pauvres et auxquels ils ont accès dans des conditions de quasi gratuité. Dans les endroits les plus déshérités, le pouvoir révolutionnaire a ouvert des "missions sociales", locaux propres et pimpants qui sont des centres d'éducation populaire, de lutte contre l'analphabétisme, des lieux d'entraide et de vie sociale, avec souvent des salles pour des activités sportives et artistiques, et un cabinet pour un médecin. Sur une des collines de Caracas, où sévit le trafic de drogue, nous avons eu l'exemple d'un programme social qui consiste à réunir des jeunes dont les frères et sœurs appartiennent à des bandes rivales pour les amener à faire de la musique et à danser ensemble.

Le festival de poésie lui-même donne une idée de ce travail social et culturel. Outre les principales lectures dans des théâtres, de nombreuses rencontres se sont tenues dans les missions locales, avec, aux côtés des poètes invités, ●●●



Musique avec des frères et sœurs délinquants.

●●● la participation d'habitants des quartiers, poètes amateurs. Ce que l'on ne voit guère ici... Et à plusieurs reprises nous avons pu vérifier l'existence dans ce pays d'une jeunesse cultivée, critique et faisant preuve d'une vraie ferveur révolutionnaire.

Mais les difficultés sont énormes. Les principaux problèmes sont économiques. Chavez avait utilisé la rente pétrolière pour promouvoir une politique sociale. Ce qui ne lui a pas été pardonné par la bourgeoisie locale et étrangère. Les dépenses sociales de l'État sont passées en quelques années de 16 % à 46 % du budget. Le nombre de ceux qui sont sous le seuil de pauvreté, malgré l'inflation qui sévit, a fortement reculé (passant de 63 à 27 % de la population).

Mais la chute des cours du pétrole (de 120 \$ le baril de Brent en avril 2011 à un peu plus de 40 \$ en avril 2016) ruine le pays. La nationalisation et la reprise en main par l'État de l'industrie pétrolière (qui avait créé toute une couche parasitaire) ne suffit pas. Le pouvoir populaire, malgré certaines tentatives, n'a pas réussi à diversifier l'économie du pays et à l'affranchir de la "monoculture" pétrolière. L'agriculture, notamment, est insuffisamment développée et le pays est largement dépendant des importations. De manière générale, les magasins ne paraissent pas vides. Le pays est depuis longtemps habitué à une certaine société de consommation. Mais des pénuries sont apparues. Notamment pour des produits de première nécessité, comme la farine, les pâtes ou le dentifrice. Ce qui provoque des queues à l'entrée de certains supermarchés. La chose est amplifiée par le phénomène des *bachaqueros*, ces personnes, voire ces mafias, qui se constituent des stocks de produits subventionnés pour les revendre en spéculant. Sans doute, la politique des prix, qui ne laisse pas le "libre jeu" de l'offre et de la demande tout réguler, a-t-elle contribué à cela.

Aujourd'hui, le gouvernement de Maduro tente d'échapper à la dépendance pétrolière en lançant un grand projet de développement minier dans la région de l'Orénoque. Mais cela suscite des critiques y compris dans son camp, pour des raisons écologiques mais aussi parce que, pour ce projet, le gouvernement a fait appel à 150 sociétés étrangères ; ce qui peut être perçu comme un danger pour l'indépendance économique du pays.

Tout cela explique que le processus bolivarien soit actuellement dans une phase critique.

L'opposition (assez hétéroclite), qui a gagné les élections en décembre dernier et qui est maintenant majoritaire à l'Assemblée, collecte avec un certain succès dans les rues des signatures pour obtenir un référendum révocatoire et chasser Maduro. Les chavistes aussi sont mobilisés, avec parmi eux des points de vue différents et des contradictions. À cela s'ajoute, semble-t-il, un sérieux problème de corruption à divers niveaux. Certains de ceux qui se sont ralliés au mouvement l'ont fait plus par intérêt que par conviction. Après avoir contribué à le discréditer aux yeux d'une partie du peuple, nul doute que ceux-là sauront se reconverter...

Le cas du Venezuela montre à la fois ce que peut une politique résolument orientée vers le peuple, et l'appel d'air que peut produire dans une société la priorité donnée aux besoins sociaux et culturels. Mais il montre aussi les limites du national-progressisme qui tente de changer la donne dans le contexte d'une économie toujours dominée par le marché mondial. Conscient de cet écueil majeur, Chavez avait essayé de promouvoir la coopération régionale, à travers l'ALBA ou la banque du Sud. Mais ces grands projets de coopération sont encore dans les langes... Autre question de taille : les médias. Déjà, la révolution sandiniste, qui avait respecté un certain pluralisme et les droits de l'opposition, avait eu à affronter l'intervention armée des contras et l'opposition de médias restés en grande partie dans les mains des puissances d'argent. Le Venezuela se heurte au même problème. La maîtrise démocratique de l'économie et celle des moyens d'information, deux questions posées partout pour que puissent durer les expériences de pouvoir populaire et pour que puisse s'affirmer le socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle.

## ● Patricia Latour et Francis Combes



Voir le livre d'Andrés Bansart, *Comprendre le Venezuela*, éditions Le Temps des Cerises, septembre 2016.



## Une amitié douteuse

Coopération militaire, accord de défense, soutien diplomatique dès les années 60, et, en pleine période de répression en juillet dernier, en amont des élections du 27 août, "aide sécuritaire" d'un commandant de police français, Christophe Blu, comme conseiller spécial du commandant en chef des forces de police nationale gabonaise. Le gouvernement français cherche à se blanchir, aujourd'hui, en réclamant toute la transparence sur les résultats des élections... Plus ici : <http://survie.org/activites/campagnes-et-mobilisation/article/cooperation-securitaire-francaise-5144>



● **Faisons Front commun !** Plusieurs dizaines de militants politiques, syndicalistes et associatifs, d'élus et de personnalités très divers publient un appel sur les élections présidentielles et législatives de 2017 (<http://www.frontcommun.fr/>). Ils s'y alarment du risque de division de la gauche de transformation sociale et écologiste et s'engagent : « *Quels que soient les arguments des uns et des autres ou les divergences que nous pouvons avoir avec lui, la candidature de Jean-Luc Mélenchon est dans les circonstances actuelles installée dans le paysage politique. (...) À six mois de l'échéance, il serait, à nos yeux, irresponsable de ne pas prendre acte de cette situation* ». Pour que le rassemblement soit large, l'appel propose notamment que « *soit constitué au plan national, avec toutes les parties concernées, un lieu d'échange et de coordination qui rendra compte de notre diversité politique et sera ouverte aux acteurs des mouvements sociaux comme aux intellectuels, créateurs et artistes (...)* ». Affaire à suivre.

● **Vrai travail Non droit.** Après les employé-e-s des salons d'esthétiques et de coiffure, entre autres cas, ce sont mercredi dernier 25 Maliens qui se sont mis en grève, avec l'aide de la CGT : accidents et refus de l'employeur d'appeler

les secours, emplois non ou mal déclarés. « *Certains d'entre eux sont présents en France depuis plus de dix ans, d'autres sont arrivés depuis moins de temps, quelques-uns sont demandeurs d'asile et la plupart sont dans des situations de vulnérabilité forte* », résume Maryline Poulain de la CGT. « *On est face à un cas emblématique d'exploitation très organisée avec des travailleurs contraints au travail dissimulé.* » Ils réclament une régularisation de leur statut et une amélioration de leurs conditions de travail. Solidarité nécessaire pour un rapport de force qui aboutisse à la satisfaction de leurs exigences légitimes.

● **La dynamique du 1336.** Avec confiance, mais prudence, les ex-Fralib de la nouvelle SCOP TI avancent. À l'occasion du retour d'un salarié dans l'équipe, *La Marseillaise* fait le point sur l'expérience des 42 coopérateurs d'un an, après trois ans et demi de lutte contre le géant Unilever. Valorisation des compétences de chacun et apprentissage autogestionnaire, recherche de la qualité, approvisionnements régionaux pour les tisanes et coopération équitable pour le thé : une nouvelle dynamique à conforter. À lire ici : <http://www.lamarseillaise.fr/marseille/societe/51334-optimistes-et-prudents-ils-avancent>

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

